



Tracés. Revue de Sciences humaines

#17 | 2017

Traduire et introduire les sciences sociales d'Asie orientale

Demandes sociales, gouvernance et médiation intellectuelle en Chine postmaoïste

Social demands, governance and intellectual mediation in post-Mao China

Éric Florence



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/traces/7155>

DOI : 10.4000/traces.7155

ISSN : 1963-1812

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 159-166

ISSN : 1763-0061

Ce document vous est offert par Université de Liège



Référence électronique

Éric Florence, « Demandes sociales, gouvernance et médiation intellectuelle en Chine postmaoïste », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], #17 | 2017, mis en ligne le 23 janvier 2018, consulté le 05 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/traces/7155> ; DOI : 10.4000/traces.7155



Tracés est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Demandes sociales, gouvernance et médiation intellectuelle en Chine postmaoïste

ÉRIC FLORENCE

Dans le contexte post-1989, nombre de journalistes et de chercheurs ont partagé une sorte de myopie quant aux transformations politiques en Chine : ce qui apparaissait comme une forme de stagnation dans le domaine des réformes du système politique – à savoir l’absence de mesures visant à l’établissement d’un système démocratique représentatif – allait, selon ces analystes, mener inéluctablement à la chute du régime chinois. Certains considèrent même – les journalistes en particulier – que toute réforme ou toute évolution vers une consultation accrue de la population ou vers plus de participation politique de la population doit lentement, mais inévitablement, conduire à une démocratie représentative à l’occidentale et donc à un affaiblissement du pouvoir du Parti communiste chinois. Un second paradigme, soulignant au contraire les capacités de résilience de l’autoritarisme postmaoïste, serait ensuite venu se surajouter au paradigme de « la chute imminente du régime » (Li, 2016).

Un des intérêts du texte de Yu Keping traduit dans ce dossier est de préciser que réformes et innovations gouvernementales ou politiques ont très clairement pour objectif de *renforcer* la capacité de l’État-parti à gouverner et, *in fine*, de *consolider* la légitimité et le pouvoir du Parti sur le moyen ou le long terme¹. La notion d’innovation politique n’implique aucunement « une altération radicale de la structure politique », mais est au contraire liée à l’idée de transformations progressives ou incrémentales : comme le soulignent Le Weijing et Guahk Youngah (2017, p. 37-38), « la réforme incrémentale est étroitement associée à l’agenda au niveau macro de l’objectif de réalisation d’un système de gouvernement fonctionnel [...] ». La réforme

1 Wang et Guo soulignent combien Yu est marqué par la discipline marxiste-léniniste exigeant l’« obéissance aux règles du parti » et que son statut d’« intellectuel de l’establishment » détermine son positionnement politique de loyauté envers le Parti (Wang et Guo, 2015, p. 989).

sera réalisée grâce aux effets cumulés des essais d'innovation ». On perçoit bien ici la portée fonctionnelle de la notion d'innovation politique. Émilie Frenkiel rappelle dans son introduction que Yu Keping a largement contribué à introduire un certain nombre de notions dans le champ des sciences politiques chinoises, pour certaines d'entre elles dès les années 1990, dont celles de bon gouvernement, ensuite de bonne gouvernance et d'innovations politiques. Ces notions sont devenues de plus en plus présentes au sein des documents politiques majeurs et des discours politiques des dirigeants de l'État-parti, de Jiang Zemin, en passant par Hu Jintao, à Xi Jinping et Li Keqiang. Sous ces derniers, elles en sont venues à être associées de façon croissante à l'idée d'offrir une solution aux obstacles que rencontrent les réformes entreprises par l'État-parti (Le et Guahk 2017, p. 37-39).

Plutôt que le développement d'un argument scientifique, Yu offre ici un exemple d'un *genre*² politico-administratif familier aussi bien des intellectuels que des fonctionnaires et cadres du Parti. Il s'agit en effet d'un discours marqué par le recours à des structures narratives maintes fois répétées. On retrouve ainsi, à plusieurs reprises, la structure suivante : Yu présente dans un premier temps un certain nombre de réalisations, soulignant bien que ces dernières ont été rendues possibles grâce à l'action et à la direction de l'État-parti, ce qui lui permet, ensuite, d'énoncer certains problèmes et de montrer comment ils pourraient être améliorés³. En outre, en raison de son statut, équivalent à celui de vice-ministre notamment, Yu pose également des bornes politico-idéologiques claires qui permettent de circonscrire et aussi de légitimer les propositions qu'il avance ensuite dans le reste du texte.

On peut trouver un exemple de cette rhétorique dans le commentaire que l'auteur fait des projets d'innovations gouvernementales sous la rubrique « Réduire les tensions sociales, renforcer la sécurité publique, protéger la stabilité sociale ». Il ouvre ce bref commentaire par un rappel, presque obligé peut-être, de l'antienne officielle de la centralité et de la légitimité du maintien de la « stabilité sociale » (*weiwen*), un des deux piliers des réformes de l'ère postmaoïste avec la croissance économique : « la stabilité sociale est une condition préalable au développement économique rapide et au bien-être des citoyens. [...] la stabilité est considérée comme la mesure prioritaire absolue (*wending yadao yiqie*) de la politique des dirigeants du

2 La notion de genre met l'accent sur les contextes et moments de production et de diffusion des discours, sur le statut de ceux qui s'expriment, de même que sur les publics et les contraintes et normes qui régissent la réception et l'interprétation de ces discours (Bruner, 1991; De Fina, 2003).

3 Je souhaite remercier Isabelle Thireau d'avoir souligné ce point, de même qu'une série d'autres remarques judicieuses, lors d'un échange en rapport avec le texte de Yu Keping dont il est question ici. Voir Thireau et Hua (2010, en particulier les chapitres 5 et 6).

Parti et de l'État» (Yu, p. 133, dans ce numéro). Yu souligne ensuite les efforts entrepris à tous les niveaux par l'État et le Parti afin de maintenir la stabilité sociale.

Yu (p. 134, dans ce numéro) évoque également à demi-mot certaines limites de l'action du gouvernement et du Parti, en écrivant par exemple : « Il faut reconnaître ces efforts à leur juste valeur. Cependant, il faut rester vigilant concernant les problèmes suivants : le taux élevé de criminalité [...]. Pour autant, il n'évoque pas les vives critiques formulées par des chercheurs, tels les sociologues Sun Liping ou Yu Jianrong, qui soulignent que la primauté absolue du maintien de la stabilité sociale – un dogme de l'action de l'État-parti – entrave la mise en œuvre de mesures visant à davantage de participation politique et de consultation de la société civile chinoise. Ces deux chercheurs ont, entre autres, formulé des critiques répétées à l'égard de cet impératif, ainsi que de l'injonction à préserver les équilibres de pouvoir entre autorités locales et forces économiques⁴. Soulignons aussi que le fait même d'organiser un Prix des innovations locales, dont les projets sélectionnés sont approuvés par la direction du Parti et du gouvernement à tous les niveaux, constitue en soi une façon de s'inscrire clairement au sein de l'ordre et du pouvoir de taxonomie de l'État-parti. L'organisation de concours par des instances plus ou moins proches de l'État-parti⁵ est particulièrement fréquente, et on peut la concevoir comme une forme de reconnaissance significative du pouvoir de nommer et de classer de ce dernier. Dans un article qui traite des modalités complexes de relation entre les organisations non gouvernementales et les autorités de l'État et du Parti, Isabelle Thireau (2013) montre combien la reconnaissance par les autorités locales de l'action et de l'identité des organisations non gouvernementales est nécessaire pour permettre à ces dernières d'agir. Une fois cette reconnaissance obtenue, elles peuvent essayer de faire évoluer leur action au sein de l'ordre établi, et éventuellement de dépasser les limites autorisées par la reconnaissance officielle, précisément parce que cette dernière leur confère une certaine légitimité.

Si les publications du politiste chinois varient, allant de textes plutôt brefs de nature politique justifiant des politiques de l'État-parti à des travaux de recherche où il adopte une approche scientifique (Wang et Guo, 2015, p. 989), il est possible d'expliquer la posture que Yu adopte ici par la revue qui le publie, même si une recherche approfondie quant à la nature

4 Pour une synthèse de ces débats voir notamment Kan (2013) et Steinhardt (2016). Pour un argument alternatif sur cette question, voir Benney (2016).

5 Les organisations non gouvernementales organisent par exemple fréquemment des concours en rapport avec leur champ de compétence.

de cette dernière dépasserait de loin le cadre de ce bref commentaire. *Hebei Xuekan* est une revue qui, tout en dépendant institutionnellement de l'Académie des sciences sociales du Hebei et se réclamant des sciences sociales, affiche une identité et des objectifs idéologiques à finalité politique précise. On lit ainsi sur le site Internet de la revue qu'elle vise à « persévérer dans la double orientation de “servir le peuple” et de “servir le socialisme” » et qu'elle « entend œuvrer à promouvoir les “trois civilisations” » matérielle, politique et spirituelle, suivant la définition donnée par le XVI^e Congrès du Parti communiste chinois en 2007⁶. La revue entend, en suivant l'orientation du marxisme-léninisme, la pensée de Mao Zedong et celle de Deng Xiaoping, « poursuivre sur la voie des “cent écoles qui rivalisent” », sur le chemin « de la pratique comme critère de la vérité »⁷, etc. Objet hybride penchant davantage vers le prescriptif que vers le descriptif, le texte publié dans cette revue par Yu est ainsi difficile à catégoriser : manquant de recul réflexif, notamment dans la définition des critères permettant de sélectionner ce qui représente ou pas une innovation gouvernementale, il ne peut probablement pas être qualifié de texte scientifique. Sans entrer dans l'étude détaillée d'un corpus varié visant à évaluer comment l'auteur adapte son discours en fonction du cadre au sein duquel il s'exprime, on peut constater que Yu fait preuve d'une plus grande précision quant à la définition et à l'historicité de certaines notions comme la démocratie dans l'histoire de la Chine contemporaine, dans son article « Towards incremental democracy and governance : Chinese theories and assessment criteria » (Yu, 2002). Ainsi, il y décrit la mobilisation « instrumentaliste de la démocratie par Mao » et explique notamment que « le Parti communiste chinois a utilisé la démocratie dans le but de renverser le Guomindang au cours de la révolution communiste » (*ibid.*, p. 3-5). Contrairement au texte relatif aux innovations gouvernementales traduit dans cette livraison de *Tracés*, l'article de Yu consacré à la démocratie incrémentielle démontre une démarche scientifique d'étude d'un objet clairement circonscrit en recourant à des sources diverses. Par ailleurs, le ton de quasi-célébration des réalisations du Parti communiste chinois, que nous avons souligné ici, en est absent.

C'est ainsi que la légitimité que Yu revendique ne vient pas ici prioritairement d'une compétence scientifique, mais bien de l'obédience à l'État-parti. L'auteur précise, dans le premier paragraphe du texte, que les « innovations gouvernementales [...] sont initiées par les institutions publiques dans le but d'améliorer l'efficacité administrative et d'œuvrer dans l'intérêt

6 Voir le site Internet : [URL : <http://hbxxkzz.xchen.com.cn>], consulté le 22 juin 2017.

7 *Ibid.*

général», mais surtout, il ajoute qu'«une innovation gouvernementale ne s'apparente pas à une réforme fondamentale du cadre du système politique de la nation» (*guojia jiben zhengzhi zhidu kuangjia de gaige*) (Yu, p.122, dans ce numéro). En fin de paragraphe Yu prend le soin de répéter à deux reprises cette limite tout en soulignant la «détermination à réformer le système politique» (*jinxing zhengzhi tizhi gaige*) aux niveaux du Parti et du gouvernement. Les termes utilisés par l'auteur sont en fait différents en chinois même s'ils sont tous deux traduits dans le texte par *système*. Ainsi, les innovations gouvernementales ne touchent pas au «*zhidu kuangjia*», expression que l'on peut traduire par «cadre du système politique» au sens de cadre formel, qui renvoie à la nature de ce système. Soulignant la détermination du Parti à réformer le système politique, Yu utilise l'expression «*zhengzhi tizhi*», ce second terme pouvant être entendu plutôt comme «système politique» composé d'un ensemble d'éléments ou de mécanismes. Dès les premières lignes, Yu affirme de cette façon une loyauté sans faille au Parti, dont il reconnaît la légitimité à diriger la destinée de la Chine et à présider aux réformes visant à atteindre l'objectif de bonne gouvernance. On peut d'ailleurs entendre cette déclaration de loyauté comme une profession quelque peu rituelle, permettant à Yu de mettre en avant des éléments de transformation de la gouvernance tels que le constitutionnalisme ou le rôle croissant de la société civile, qui proviennent d'un registre de référence différent de celui qui caractérise traditionnellement le Parti.

Que nous disent les projets d'innovations gouvernementales sélectionnés sur la société chinoise et sur ses relations avec l'État-parti, et dans quelle mesure ces projets reflètent-ils des transformations dans le mode de gouvernement de la Chine postmaoïste? On retrouve au sein des projets sélectionnés dans le cadre du Prix des innovations locales une double dimension : il s'agit, d'une part, de réformes visant à améliorer le fonctionnement administratif du gouvernement et, d'autre part, de réformes de nature plus politique et tournées davantage vers la consultation, la démocratisation du processus des élections villageoises, une plus grande transparence au niveau des institutions étatiques et une plus grande participation politique des citoyens (Wang et Guo, 2015, p.996). Dans un texte intitulé «China's five-way journey toward democratic governance» et publié sur un site Internet dédié aux relations Chine-États-Unis, Yu, évoquant la transformation du Parti d'un «parti révolutionnaire» en un «parti de gouvernement», souligne qu'il ne pourra «voir son statut de parti dirigeant maintenu et consolidé qu'à travers une réforme continue de la gouvernance [...] tout en satisfaisant les demandes matérielles et spirituelles des larges masses de la population» (Yu, 2011). En ce qui concerne cette deuxième dimension,

l'institutionnalisation des demandes sociales notamment, soulignons le tournant « social » qu'a constitué l'ère Hu Jintao-Wen Jiabao (2003-2013) : la question des disparités et des inégalités est devenue plus sensible, et la faible capacité des institutions à répondre aux demandes sociales et à résoudre les nombreux conflits sociaux a été maintes fois soulignée dans les médias, sur Internet, de même que par des chercheurs chinois et étrangers⁸. Ce fut une rupture avec l'ère de Jiang Zemin et Zhu Rongji (1993-2003), qui avait surtout été marquée par un approfondissement de réformes économiques dont les coûts sociaux se sont avérés particulièrement importants. On voit au sein des projets d'innovations gouvernementales sélectionnés une série de projets visant l'amélioration des « communautés fragilisées » (*ruoshi qunti*), cette expression désignant globalement les catégories sociales ayant vécu une dégradation de leurs conditions de vie et de travail suite aux réformes économiques et à la place croissante des processus de marchandisation dans la société, notamment les travailleurs migrants d'origine rurale, les populations rurales et en particulier les enfants de travailleurs migrants laissés au village. Il est en revanche surprenant qu'aucun projet ne concerne les anciens ouvriers des entreprises étatiques qui ont connu une dramatique détérioration de leur condition (Lee, 2007 ; Hurst, 2009), sur le plan matériel comme psychologique, à partir de la seconde moitié des années 1990. Soulignons aussi combien des institutions traditionnelles étroitement liées au régime depuis 1949, comme les branches locales de la Fédération nationale des syndicats de Chine ou les associations liées au Parti, telles que l'Association des femmes chinoises, sont mobilisées à des fins de pacification sociale et de médiation entre le gouvernement et la population. Par ailleurs, on notera que ce sont aussi bien les instances locales gouvernementales que celles du Parti qui sont en charge ou à l'initiative de ces projets. En examinant la nature des projets sélectionnés, on constate qu'il s'agit de projets concernant des questions sociales parmi les plus criantes telles que l'accès aux soins de santé ou la protection sociale des populations fragilisées.

Dans son introduction à ce texte, Émilie Frenkiel souligne combien les projets d'innovations gouvernementales décrits éclairent une facette importante de la nature et du fonctionnement du système politique chinois, de son régime et de sa capacité d'adaptation. Il semble que, jusqu'à présent, le système se démarque par sa souplesse et sa capacité d'adaptation institutionnelle, formelle et informelle, aux différents niveaux de pouvoir. Sous la direction de Xi Jinping, un certain nombre de notions en rapport avec la bonne gouvernance sont devenues moins centrales dans le discours du

8 Voir notamment Lee (2007).

pouvoir, par exemple la participation de la société civile ou la loi comme instrument de protection des droits de la population, alors que d'autres, comme la défense du constitutionnalisme, sont tout simplement proscrites depuis 2013. Un des ressorts de la résilience de l'État-parti a précisément consisté en sa capacité à se transformer et à intégrer certaines demandes sociales, tout en limitant le potentiel mobilisateur des acteurs d'une société civile en devenir, et en n'altérant qu'à la marge les configurations politico-institutionnelles qui définissent les équilibres de pouvoir entre l'État et les différentes forces sociales.

En faisant le bilan des innovations gouvernementales, c'est peut-être aussi la capacité adaptative du système politique chinois que Yu a pu souligner, une capacité qui, selon Sebastian Heilmann (2016), est aujourd'hui menacée par les efforts de renforcement du pouvoir central entrepris sous Xi Jinping et les tensions engendrées par la campagne de lutte contre la corruption aux différents niveaux du système politique.

Bibliographie

- BENNEY Jonathan, 2016, « *Weiwen* at the grassroots : China's stability maintenance apparatus as a means of conflict resolution », *Journal of Contemporary China*, vol. 25, n° 99, p. 389-405.
- BRUNER Jerome, 1991, « The narrative construction of reality », *Critical Inquiry*, vol. 18, n° 1, p. 1-21.
- DE FINA Anna, 2003, *Identity in narrative. A study of immigrant discourse*, Amsterdam-Philadelphia, John Benjamins.
- HEILMANN Sebastian, 2016, « Introduction to China's core executive. Leadership styles, structures and processes under Xi Jinping » [en ligne], *China's Core Executive. Leadership Styles, Structures and Processes under Xi Jinping*, S. Heilmann et M. Stepan éd., Berlin, Merics, p. 18-21, [URL : <https://www.merics.org/en/merics-analysis/papers-on-china/chinas-core-executive-leadership-styles-structures-and-processes-under-xi-jinping/#c13847>], consulté le 15 juillet 2017.
- HURST William, 2009, *The Chinese Workers After Socialism*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- KAN Karita, 2013, « Whither *Weiwen*? Stability maintenance in the 18th Party Congress era », *China Perspectives*, n° 1, p. 87-93.
- LE Weijing et GUAHK Youngah, 2017, « The concept of "political innovation" and its application in China and South Korea », *Asien*, n° 142, p. 32-53.
- LEE Ching-Kwan, 2007, *Against the Law*, Berkeley, University of California Press.
- LI Cheng, 2016, *Chinese Politics in the Xi Jinping Era. Reassessing Collective Leadership*, Washington, Brookings Institution Press.
- STEINHARDT Christoph, 2016, « State behavior and the intensification of intellectual criticism in China. The social stability debate », *Modern China*, vol. 42, n° 3, p. 300-336.

- THIREAU Isabelle, 2013, « Agir ensemble à Dongcun, ou le surgissement caché du politique », *De proche en proche. Ethnographie des formes d'association en Chine contemporaine*, I. Thireau éd., Berne, Peter Lang, p. 153-194.
- THIREAU Isabelle et HUA Linshan, 2010, *Les ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Paris, Le Seuil.
- WANG Qinghua et GUO Gang, 2015, « Yu Keping and Chinese intellectual discourse on good governance », *The China Quarterly*, n° 224, p. 985-1005.
- YU Keping, 2002, « Towards incremental democracy and governance : Chinese theories and assessment criteria », *New Political Science*, vol. 24, n° 2, p. 181-199.
- 2011, « China's five-way journey toward democratic governance » [en ligne], *China-US Focus*, 14 février, [URL : <http://www.chinausfocus.com/political-social-development/chinas-five-way-journey-toward-democratic-governance>], consulté le 15 juillet 2017.